



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 Glisy

Glisy, le 31/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAINIERE DE PICARDIE BC SAS

B.P. 89
80200 Buire-Courcelles

Références : 2024-E10085
Code AIOT : 0005102036

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement LAINIERE DE PICARDIE BC SAS implanté BP 20089 80200 Buire-Courcelles. L'inspection a été annoncée le 23/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAINIERE DE PICARDIE BC SAS
- BP 20089 80200 Buire-Courcelles
- Code AIOT : 0005102036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'établissement Lainière de Picardie à Buire-Courcelles est autorisé à exploiter une installation de tissage-aprêt-teinture-finissage de matières textiles par arrêté préfectoral du 25 novembre 2013.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article Titre IV	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	CONFINEMENT DES EAUX D'EXTINCTION	AP Complémentaire du 29/06/2023, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES	Arrêté Préfectoral du 25/11/2013, article 1.25.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	AMENAGEMENT DES SOLS-DISPOSITIFS DE RETENTION	Arrêté Préfectoral du 25/11/2013, article 1.28.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été constatées, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est donc proposé à Monsieur le Préfet.

Des justificatifs ont également été demandés sous 1 mois, l'inspection est dans l'attente de ses éléments.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Titre IV
Thème(s) : Risques chroniques, Information sur les substances chimiques
Prescription contrôlée :

cf. titre IV du règlement
Constats : Les constats de la visite sont détaillées dans grille en annexe. Concernant le produit UVITEX NFW LIQ : - L'étiquette doit être rédigée en français. - Les codes H des mentions de danger pourraient utilement figurer sur l'étiquette du produit. - Les codes P des conseils de prudence pourraient utilement figurer sur l'étiquette du produit.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Concernant le produit UVITEX NFW LIQ, sous 1 mois : - L'étiquette doit être rédigée en français. - Les codes H des mentions de danger pourraient utilement figurer sur l'étiquette du produit. - Les codes P des conseils de prudence pourraient utilement figurer sur l'étiquette du produit.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : CONFINEMENT DES EAUX D'EXTINCTION

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/06/2023, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, CONFINEMENT DES EAUX D'EXTINCTION
Prescription contrôlée : <p>Dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le site dispose d'un bassin de confinement de 3134 m³.</p>

L'exploitant assure l'étanchéité de la rétention du bâtiment n°24 afin d'interdire le rejet des eaux d'extinction directement dans le cours d'eau La Cologne.

La rétention des eaux d'extinction est interdite sur:

- les voies engins ;
- les aires de mise en station d'échelle aérienne ;
- les aires d'alimentation des engins à proximité des poteaux ou réserves incendie.

Les vannes automatiques suivantes des eaux d'extinction sont signalées:

- la vanne automatique des eaux d'extinction ;
- la vanne d'arrêt sur les pompes de relevage ;
- la vanne d'arrêt au niveau du séparateur hydrocarbures.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédure, compte-rendu des opérations de maintenance,...)

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le bon de commande signé dans le mois qui suit sa signature et l'informe du démarrage effectif des travaux, sous 2 semaines à compter du commencement.

Constats :

Aucun moyen de confinement des eaux d'extinction incendie n'est présent sur le site le jour de la visite. Les travaux ont pris du retard. Selon l'exploitant, le bon de commande a été signé récemment. Les travaux doivent se dérouler de septembre 2024 à janvier 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le bon de commande signé concernant les travaux de confinement sera transmis à l'inspection des installation dès que possible.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2013, article 1.25.1

Thème(s) : Produits chimiques, Inventaire produits chimiques

Prescription contrôlée :

[...]

L'inventaire et l'état des stocks (nature, état physique, emplacements...) des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement sont constamment tenus à jour.

L'ensemble des documents susvisés est tenu en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inventaire des produits chimiques a été présenté, mais il n'est pas à jour. En effet, plusieurs produits chimiques issus de la liste ne sont plus présents sur site. Ceci laisse présager qu'a contrario des produits présents sur le site pourraient ne pas être répertoriés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : AMENAGEMENT DES SOLS-DISPOSITIFS DE RETENTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2013, article 1.28.3
Thème(s) : Produits chimiques, Rétentions
Prescription contrôlée : [...] <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100% de la capacité du plus grand réservoir, - 50% de la capacité des réservoirs associés. <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si celle-ci est inférieure à 800 litres, soit à 20% de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 800 litres, si cette dernière excède 800 litres.</p> [...]
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté que les produits chimiques ne sont pas tous stockés sur rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois